

Tribune : qui veut la peau de la bio ?

Par Nicolas Thierry, député de Gironde (EELV-Nupes)

Publié le 21/12/2022 à 14h20

Mis à jour le 21/12/2022 à 18h06

Les discours passent et les actes ne suivent pas. Alors que la volonté de faire de la France une nation écologique était affichée lors de la campagne présidentielle, notre pays patine, et pire, recule. Pilier majeur de la mue écologique, la transition de notre modèle agricole est ainsi en berne. Dans le silence, sans que l'on y accorde beaucoup d'importance, l'agriculture biologique est confrontée à des lourdes menaces qui pèsent sur son avenir. Alors que s'achèvent les assises de l'agriculture et de l'alimentation biologique, le soutien de l'État reste minimal pour cette filière agricole respectueuse de l'environnement et de la santé. C'est une faute lourde. Car le lien qui s'était tissé entre la bio et les Françaises et les Français se dénoue, à bas bruit.

La consommation de produits bio décroît. Et il serait trop facile d'affirmer que c'est le résultat de la situation de crise que nous vivons avec les effets conjugués des tensions géopolitiques et de l'inflation, qui est la cause unique de cette décrue. Le phénomène est tendanciel et vient malheureusement de plus loin. Dès 2019, la tendance s'amorçait. Masquée un temps par la perte des repères liée à la pandémie de Covid-19, la tendance baissière s'est poursuivie en 2021 et encore aggravée en 2022. Ce brusque ralentissement a provoqué une onde de choc dans la production. La crise a touché la filière des œufs, des légumes, mais surtout celle du lait. En cause notamment, la multiplication des labels, qui entretiennent le flou en s'appropriant les codes de la bio alors qu'ils sont moins exigeants écologiquement parlant, et le désengagement de la grande distribution, qui ne joue pas le jeu.

Aujourd'hui, notre pays compte environ 58 000 fermes bio. Mais combien survivront à la baisse du prix payé aux producteurs. Pour mémoire, les agriculteurs bio français ont vu supprimé l'aide au maintien (1) qui prenait le relais de l'aide à la conversion. Comme si la pérennisation de leur activité n'était pas une priorité. La commission européenne elle-même a jugé que cet arrêt de financement risquait de se traduire par un mouvement de déconversion à partir de 2023. Voilà comment tombe le masque des bonnes intentions affichées. Les choix budgétaires opérés actuellement sont autant de guillotines qui assassinent nos terroirs et notre avenir. On voudrait que le découragement gagne les agriculteurs qui ont fait le choix de la bio qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Ce choix du gouvernement est un contre-sens historique, économique, social et... sanitaire. Car l'impact de notre alimentation sur notre santé n'est plus à démontrer et chacun connaît les bénéfices apportés par la bio en la matière. Pourquoi dès lors ne pas valoriser davantage la filière bio ? Des campagnes de communication nationale seraient nécessaires à la fois en termes de santé publique et de soutien à la transition écologique de notre modèle agricole. Mais la communication ne peut pas tout.

Le problème est global : la politique de soutien de l'État n'est pas à la hauteur de nos ambitions et des enjeux de la période. La Cour des comptes, dans son rapport de juin 2022, l'a pointé de manière très nette et demandait notamment une réallocation des ressources de la politique agricole commune (PAC) européenne au profit de la bio. Il faut donc changer de cap, en commençant par rétablir l'aide au maintien pour celles et ceux qui ont fait le choix, exigeant et salutaire, de l'agriculture bio. C'est ce que nous demandons instamment au gouvernement. Car c'est notre avenir commun qui se joue actuellement : nous voulons croire que demain il y aura encore un monde paysan et encore de l'agriculture bio, et que tout n'aura pas été emporté par la folie d'un modèle agroindustriel basé sur des illusions mortifères.

(1) Aide à l'hectare pour les agriculteurs bio qui vise à soutenir les bénéfices environnementaux de ce mode de production.